



LES INFOS de QUESNOY et son HISTOIRE

n° 26

L'HISTOIRE AVANCE...

Elle avance certes à chaque nouvelle journée, créatrice de nouveaux événements, mais c'est surtout sa connaissance qui a progressé ce printemps à Quesnoy, grâce à divers contacts et dons, et grâce au travail de notre équipe. Vous en aurez l'illustration dans ce bulletin. Et cette connaissance progresserait plus vite encore si nous étions plus nombreux...

LA BALADE DU 21 MAI

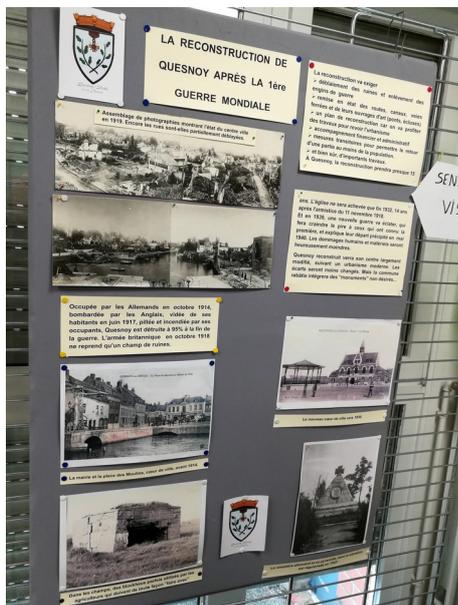
Cette balade contée consacrée aux rues disparues de Quesnoy, c'est à dire au centre ville tel qu'il existait en 1914, s'est déroulée le samedi 21 mai après-midi.



Favorisée par un temps agréable, elle a attiré plus de 40 personnes, ce qui a amené à former 2 groupes qui se sont bien synchronisés.

Si les traces physiques du passé évoqué sont hélas minces suite aux destructions de la guerre, des photos d'époque tirées en grand format permettaient de rendre vivant le bourg disparu. Et un plan superposant la situation d'époque et celle que nous rencontrons actuellement rendait tangibles les modifications d'urbanisme apportées par la reconstruction des années 1920.

L'EXPOSITION "LA RENAISSANCE DE QUESNOY"



Organisée les 4 et 5 juin dans le cadre des Fêtes de l'eau, cette exposition reprenait celle de février-mars à la médiathèque, complétée par des vitrines, un diaporama sonorisé élargissant à la région les problèmes de la reconstruction, et divers objets d'époque, notamment 2 brouettes centenaires, outils très utilisés pour déblayer les ruines puis pour acheminer les matériaux nécessaires à l'édification du nouveau Quesnoy, celui qui constitue encore le cœur de notre cité.



Si les Fêtes de l'eau nous ont valu celle du ciel le dimanche, ce qui n'a pas incité les visiteurs potentiels à se déplacer, cette exposition a néanmoins été vue par plus de 100 personnes. Elle a aussi permis des contacts avec quelques personnes particulièrement intéressées.

L'UTILISATION DE LA MAIN D'ŒUVRE FRANÇAISE PAR L'ALLEMAGNE EN 1940-45 ET SES EFFETS À QUESNOY (suite)

II- l'utilisation d'une main d'œuvre civile

L'une fut utilisée dans des conditions terribles, celle des déportés pour raisons politique ou raciale, dans les camps de concentration et d'extermination. Ce ne fut heureusement le cas d'aucun Quesnoisien.

Une main d'œuvre fut exigée sur place par les autorités d'occupation. La commune a dû recruter et rémunérer des Quesnoisiens pour assurer la surveillance de lieux sensibles susceptibles d'être l'objet de sabotages : lignes téléphoniques, panneaux indicateurs allemands, pont, écluse, silo à grains, récoltes, voie ferrée, la Deûle et le chemin de halage. En 1943, 21 gardes sont mobilisés chaque jour, et parfois la nuit.

Les Allemands ont aussi périodiquement exigé de la main d'œuvre pour des travaux **dans la région**, notamment pour l'entretien ou la réparation de l'aérodrome de Bondues. Quelques uns, chômeurs, volontaires, furent envoyés pour travailler dans des aciéries du Nord.

On l'a vu précédemment, en avril 1942 le régime de Vichy proposa le système de « la relève ».



Devant son échec, et celui du volontariat en général, l'Allemagne ayant de plus en plus besoin de main d'œuvre pour faire tourner son économie, ses usines d'armement, en vint à **obliger** de jeunes Français, qui n'en avaient nulle envie, à aller travailler en Allemagne. Ce fut une contrainte, sans visibilité sur la possibilité ou l'échéance de retour. Donc c'était entrer dans un statut peu différent de celui des prisonniers. En quelque sorte ils étaient requis pour se constituer « prisonnier » en Allemagne et pour y travailler.

Affiches de propagande pour le travail en Allemagne

Fritz Sauckel est nommé le 21 mars 1942 « plénipotentiaire général pour l'emploi de la main d'œuvre » afin de l'organiser. Conformément à sa directive du 22 août 1942, sous la pression allemande, le gouvernement de Vichy promulgue le 4 septembre 1942 la « **loi sur l'utilisation et l'orientation de la main d'œuvre** », visant à recruter de force des travailleurs pour Allemagne. Cela pouvait concerner les hommes âgés de 18 à 50 ans et les femmes célibataires âgées de 21 à 35 ans. Ces dernières étaient concernées mais ne furent requises qu'en petit nombre, mais il y en eut. Au bout de quelques mois, par l'accord du 26 octobre 1942 entre Fritz Sauckel et le gouvernement de Vichy, les femmes furent exclues de cette mesure. Une « liste des ouvriers partis travailler en Allemagne ou dans la région côtière », que l'on peut dater postérieure à août 1943, comportant 56 noms, dénombre 11 Quesnoisiens ayant été requis pour l'organisation Todt en France, celle-ci étant chargée de réaliser des ouvrages militaires dans les régions occupées, notamment les blockhaus du « mur de l'Atlantique ». Les 45 autres requis le furent pour l'Allemagne.

Mais cela ne suffit pas encore. Aussi le chef du gouvernement de Vichy, Pierre Laval, par la loi du **16 février 1943**, institua le **STO**, service du travail obligatoire pour les jeunes hommes (car cette fois cela excluait les femmes) des classes 40, 41, 42, soit ceux nés de 1920 à 1922. Cette fois il ne s'agissait plus seulement de travailleurs pris sur des listes, mais de l'appel systématique de l'ensemble de classes d'âges. Cela fut présenté comme un substitut au service militaire que ces classes ne pourraient faire, vu l'occupation allemande.

La commune a dû recenser les Quesnoysiens concernés, et progressivement ceux-ci reçurent des feuilles d'affectation vers différents lieux en Allemagne pour travailler sur des chantiers de voies de communication, dans des fermes, mais surtout dans des usines. C'était une obligation de partir. Cela concerna environ 600 000 jeunes en France. Tous ne partirent pas, certains faisant jouer des exemptions médicales, d'autres, de plus en plus nombreux, s'y refusant. Ils furent appelés les « réfractaires ». Ils se mettaient alors en situation illégale. La non exécution pouvait être punie par un emprisonnement de 3 à 5 ans et une amende de 200 à 100 000 F. Au début de la mise en place du STO environ 30 % ont refusé de partir, trouvant un emploi dans des fermes ou usines de la région, mais risquant chaque jour l'arrestation. D'autres se sont réfugiés dans les réseaux de résistance et les ont renforcés.

Les requis étaient dirigés vers des camps de travail, logés dans des baraques, souvent sans chauffage, dans des conditions d'hygiène rudimentaires, avec une nourriture réduite au minimum, l'exigence d'une durée de travail longue, en moyenne 60 à 70 h par semaine. Les salaires étaient amputés par des retenues pour le logement, la nourriture, les amendes, les impôts! Rapidement les colis familiaux, de même que les correspondances, furent très réglementés et réduits. Les quelques permissions accordées au début furent rapidement supprimées car beaucoup n'y retournaient pas. La durée était théoriquement de 2 ans (celle d'un service militaire), mais une fois là beaucoup ne furent pas autorisés à rentrer, et il leur fallut pour cela attendre la Libération et la défaite allemande. On estime qu'entre 20 000 et 30 000 requis du STO ont perdu la vie, par maladies ou accidents dus aux conditions de travail et de vie, ou suite aux bombardements de l'Allemagne par les Alliés.

Aux archives communales, plusieurs séries de fiches, d'objet différent, permettent de répertorier certains Quesnoysiens astreints au STO, et parfois de connaître leurs lieux d'affectation. On peut cependant avoir le doute sur le caractère exhaustif de ces séries ; et il y a parfois des difficultés à lire des inscriptions faites à la main. La prise en considération de ces différents jeux de fiches permet d'identifier 91 Quesnoysien en Allemagne au titre du STO, en 1943. Mais il y en a peut-être eu d'autres par après, même si de moins en moins acceptèrent de partir. En 1944 les réfractaires devinrent majoritaires et Léontine Lebrun, qui a consigné ses observations sur la guerre dans des notes, peut écrire « qu'en mars plus personne ne répond aux feuilles ». Pour 20 sur 91 nous n'avons pas le lieu d'affectation. 13 sur les 71 restant se retrouvent sur des listes à 2 endroits différents, ce qui indique des mutations, dans la plupart des cas dans des villes proches, parfois plus éloignées. Ce fut le cas de Maurice Vantorhoudt, dont nous avons publié les souvenirs de guerre dans les numéros 14 à 20 de ce bulletin.

Les 84 mentions de lieux se répartissent sur 41 sites différents.

Les Quesnoysiens requis du STO sont localisés essentiellement dans 2 destinations :

- la Rhénanie : 22 sur 84, soit 22,6 %, dans des communes de 2 länder : la Rhénanie du Nord-Westphalie (17), et la Rhénanie-Palatinat (5), c'est à dire dans la partie ouest du pays
- l'Allemagne de l'est : 36 sur 84, soit 42,85 %, dans des communes de 3 länder : la Saxe-Anhalt (21), la Thuringe (9), la Saxe (6). C'est à Halle en Saxe-Anhalt, ville située à 15 km au sud de Dortmund, qu'on en trouve le plus grand nombre : 14. Cela s'explique sans doute par la présence de 2 usines participant à la production de moyens de guerre : l'usine Siebel qui fabriquait des avions de combat et Orgacid qui produisait du gaz toxique. A Halle il y avait une annexe du camp de concentration de Buchenwald, le K2 Aubenlager Birkhahn

Leur présence importante dans ces 2 ensembles géographiques n'est pas étonnante car il s'agissait de 2 piliers de l'industrie allemande.

13 sites mentionnent des femmes, soit sur 84 : 15,5 %, dont 4 à Nuremberg en Bavière, 4 à Erfurt en Thuringe, 1 à Munich, 1 à Suhl, ces 6 dernières de nationalité polonaise et déclarant un lieu de résidence au Pacau. Pourquoi étaient-elles à Quesnoy ? 2 autres sont en couple. 1 est tchèque, 1 est belge.

Pour certains on indique une spécialité professionnelle par exemple mécanicien, mais pour la plupart ils sont répertoriés soit comme jeunes travailleurs (jung arbeiter) ou ouvriers auxiliaires (hilfsarbeiter). 3 à Nuremberg sont employés à la Compagnie électrique Siemens. Les 2 de Hambourg sont pour l'un aux chantiers navals, pour l'autre dans une aciérie fabriquant des munitions. Celui de Stettin travaille également dans la construction navale.

Les archives conservent 4 fiches de permission, 2 en décembre 1943, 2 en février mars 1944. Tous ont dû, au retour, rejoindre Revigny dans la Meuse pour partir avec « le convoi prévu ».

Nous n'avons retrouvé aucun document sur les dates de retour en France des travailleurs du STO.

Nous invitons celles et ceux qui auraient recueilli des souvenirs ou témoignages sur des Quesnoysiens prisonniers ou requis du STO de bien vouloir prendre contact avec l'un des membres de l'association.

Albert BRUNEAU, « maire courage » de la guerre 1914-18

La reconstitution de l'histoire locale est conditionnée par les sources disponibles, et parfois elles manquent. Mais parfois, alors qu'on a cherché sans trouver, l'investissement pour le passé réserve d'inattendues et heureuses surprises.

La communication suscitée par la publication du nouveau livre de Roger Lefebvre, consacré aux maires de Quesnoy-sur-Deûle et à leur action de 1904 à 1944, a conduit un descendant d'Albert Bruneau, 2ème adjoint au maire, mais de fait véritable responsable de la commune pendant l'occupation allemande de 1914 à 1918, à prendre contact avec l'association, et à lui remettre de précieux documents. Avec les ressources de la généalogie, cela nous permet de compléter, et surtout d'illustrer, ce que l'auteur avait pu aborder du rôle essentiel d'Albert Bruneau lors de cette période.

Une longue carrière municipale

Albert Bruneau, brasseur, a été élu pour la première fois conseiller municipal sur la liste menée par Charles Bodé lors des élections municipales du 17 mai 1885. Il sera réélu avec le maire Charles Bodé lors des élections du 6 mai 1888, du 1^{er} mai 1892, du 3 mai 1896, du 6 mai 1900. Il poursuit son action municipale avec le nouveau maire Jean-Baptiste Vandermersch après les élections municipales du 1^{er} mai 1904, et est réélu le 3 mai 1908. C'est suite au décès de l'adjoint Isidore Delannoy qu'il est élu et promu 2ème adjoint le 22 octobre 1911.



Il retrouve ce poste après les élections municipales du 6 mai 1912, élu conseiller municipal pour la 8ème fois. Lorsque la guerre éclate en 1914, il a 57 ans, il est conseiller municipal depuis 29 ans, adjoint depuis 3 ans. Jean-Baptiste Vandermersch, âgé et parfois souffrant, n'assure plus que théoriquement sa fonction de maire et laisse la gestion réelle de la commune, pendant l'occupation allemande d'octobre 1914 à octobre 1918, à Albert Bruneau, son adjoint. Il est l'interlocuteur officiel et permanent des autorités allemandes, et il a dû affronter les mille périls et souffrances d'une commune qui sortira de cette occupation détruite à 95 % et vidée de sa population.

Albert Bruneau

Albert Bruneau après guerre

Après la libération de la commune en octobre 1918, il continue de la diriger de fait jusqu'à l'élection municipale du 30 novembre 1919 à laquelle il ne se présente pas. Mais il s'active pour constituer la liste « héritière » et convainc Paul Lepercq d'en prendre la direction. Celui-ci sera le nouveau maire élu par le conseil municipal le 10 décembre 1919.



Durant cette année d'après guerre, il amorce le problématique et lent redémarrage de la commune, et il fait adopter lors du conseil municipal du 28 juillet 1919 le plan de reconstruction, élaboré par l'architecte Édouard Lepercq, d'où sortira le nouveau Quesnoy, celui que nous connaissons.

Albert Bruneau ayant dû lui aussi quitter la commune totalement évacuée en juin 1917 a continué de la gérer à partir de Lille où il réside alors, rue du Faubourg de Roubaix. Il s'y établira définitivement, sa brasserie ayant été détruite. Il y décédera le 14 septembre 1951 à 93 ans.

Paul Lepercq, maire de 1919 à 1925

Qui était Albert Bruneau ?

Albert-Joseph Bruneau était d'ailleurs né à Lille le 20 novembre 1857. Son père, Léopold-Joseph, né en 1818, a alors 29 ans et est pharmacien rue de l'Hôpital Militaire. Sa mère, Émilie-Julie Simon a 22 ans et est sans profession. Il aura 2 frères : Léopold né en 1854 ; Jules né en 1875.

Il s'est marié le 17 octobre 1885, à l'âge de 27 ans, à Arras, avec Nelly-Marie-Eugénie Guilbert, âgée de 23 ans. Celle-ci y réside. Ses parents sont mentionnés propriétaires, son père marchand de couleurs. Albert, lui, réside à Quesnoy, où il vient d'être élu conseiller municipal. Il y dirige une brasserie, on ne sait depuis quand. Une facture de son entreprise, datée de 1886, nous apprend qu'il était le successeur de la brasserie Béghin.



Maison d'Albert Bruneau

Le couple réside dans une grande maison de la rue Belle-Croix. Il aura 4 enfants : Valentine née en 1886, Marie-Thérèse née en 1891, Robert en 1893, Pierre en 1897.

Il faut mettre en exergue le rôle majeur et ingrat d'Albert Bruneau, « maire de substitution », qui a eu la lourde responsabilité de diriger la ville pendant la terrible guerre 1914-18, et saluer le remarquable courage qu'il lui a fallu pour faire face à tant de problèmes, de catastrophes.

Nous tenons à remercier M. Beylemans qui nous a remis les documents illustrant cet article.

Du nouveau au cimetière allemand

Nous avons rencontré le 24 mai dernier M. Jürgen Schmieschek, historien allemand de Dresde et son ami et interprète M. Mark Beirnaert. Là encore, les contacts et les échanges ont permis d'enrichir nos connaissances sur de ce lieu emblématique, dont notre site internet présente une série de photos. Un lieu méconnu et qu'on imagine souvent, à tort, comme figé. Nous y reviendrons dans un prochain article.

Rejoignez-nous!

M, Mme

Prénom

adresse

mel

adhère à Quesnoy et son Histoire (cotisation annuelle 10 euros)

Coupon à retourner avec le règlement à Quesnoy et son Histoire, mairie 59890 Quesnoy-sur-Deûle